



National Day of Remembrance and Action on Violence against Women

December 6th, 2007

On December 6th we mourn the fourteen women killed in Montreal in 1989. On that day, we also turn our thoughts to all women who are murdered or experience violence at the hands of their partners, family members and strangers throughout this country. Then, we recommit ourselves to taking action to end all forms of violence against women in our society.

December 6th is a day about remembrance and moving forward.

Until all women in Canada have true economic and social equality, ending the violence we experience is not possible. Fighting violence, we have learned, requires an integrated approach.

On March 8, 2007 the Minister responsible for the Status of Women in the Conservative government said the federal government was “committed to ensuring women’s full participation in the economic, social and cultural life of the country.” She also said her government was “taking action for real results,” citing the introduction of legislation to allow for more effective sentencing and management of sexual and violent offenders.

A law and order agenda, by itself, will not end violence against women. Punishing those who act out the violence does not address the source of that violence. It certainly would not have made a difference for the fourteen women we pause to remember every December 6th. We would mourn them still.

Women, indeed all those singled out for abuse, discrimination and violence, are victimized because they are not seen as equals. Promoting women’s equality, socially and economically, is where governments must also focus their efforts.

How can this be done?

- ♀ affordable and safe housing;
- ♀ a living wage;
- ♀ pay equity to close the wage gap (of 71¢ on the male dollar);
- ♀ a national, public child care and early learning program;
- ♀ equal access to Employment Insurance;
- ♀ access to justice, including the resources to challenge in court governments’ own actions, and legal aid;
- ♀ support for women’s centres, shelters, rape crisis centres and front-line advocacy and support;
- ♀ support and protection in law for women who report sexual assault.

What do we get instead?

Instead of promoting our equality, the federal government promotes crime-and-punishment measures that actually rely on women becoming the victims of violence, harassment and discrimination in the first place.

At the same time, long-standing women’s organizations with proven records of making a difference in the lives of women and their families have had their resources taken away. Women’s voices are being silenced, and our perspectives dismissed as strange, even dangerous.

This is hardly a path toward equality – and it sends the wrong message to those who harbour other views.

Women, working together with other women for change, with the support of our communities and governments is what works. Our right to equality cannot be won through apologies, excuses or permission. We will not be silenced.

We call on the federal government to reverse its policy decisions on child care, pay equity, the Court Challenges Program, Status of Women Canada, and to restore advocacy and research funds to the Women’s program. We call on the federal government to adopt an integrated approach to women’s equality.



Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes

Le 6 décembre 2007

Le 6 décembre, nous pleurons les quatorze femmes tuées à Montréal en 1989. Ce jour-là, nous tournons aussi nos pensées vers toutes les femmes, à la grandeur du pays, qui sont assassinées ou sont victimes de la violence de leur partenaire, d'un membre de leur famille ou d'un étranger. Puis, nous renouvelons notre engagement à agir pour mettre fin à toutes les formes de violence faite aux femmes dans notre société.

Le 6 décembre, nous marquons une pause pour nous souvenir et pour aller de l'avant.

Tant que toutes les femmes du Canada ne jouiront pas d'une véritable égalité économique et sociale, on ne pourra mettre fin à la violence. Combattre la violence, nous l'avons appris, exige une approche intégrée.

Le 8 mars 2007, la ministre du gouvernement conservateur responsable de Condition féminine Canada (CFC) a affirmé que le gouvernement fédéral « s'est engagé à garantir la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale et culturelle du pays ». Elle a aussi affirmé que son gouvernement « prend des mesures pour obtenir des résultats concrets » et qu'il a, entre autres choses, « présenté une loi qui accroît l'efficacité de la détermination des peines et le traitement des délinquants sexuels et des contrevenants violents ».

Une plate-forme de loi et d'ordre ne permet pas, en soi, de mettre fin à la violence contre les femmes. Punir ceux qui commettent des actes violents ne permet pas d'aller à la source de la violence. Cela n'aurait rien changé pour les quatorze femmes à la mémoire desquelles nous nous recueillons tous les 6 décembre. Nous pleurerions toujours leur perte.

Les femmes, en fait toutes celles qui sont la cible d'abus, de discrimination et de violence, sont du nombre des victimes parce qu'elles ne sont pas vues comme des égales. La promotion de l'égalité des femmes, sur les plans économique et social, voilà où les gouvernements doivent concentrer leurs efforts.

Quels moyens prendre pour y arriver?

- ♀ des logements abordables et sûrs
- ♀ un salaire vital
- ♀ l'équité salariale pour combler l'écart (71 ¢ par rapport au 1 \$ des hommes)
- ♀ un programme national public de garde et d'apprentissage des jeunes enfants
- ♀ l'accès égal à l'assurance-emploi
- ♀ l'accès à la justice, y compris les ressources pour contester les actions du gouvernement devant les tribunaux et l'aide juridique
- ♀ l'appui des centres des femmes, des refuges pour femmes, des centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle, et des services d'aide et de soutien de première ligne
- ♀ l'appui et la protection dans la loi pour les femmes qui rapportent une agression sexuelle

Que fait-on plutôt?

Au lieu de promouvoir notre égalité, le gouvernement fédéral fait la promotion d'un modèle axé sur le crime et la peine, selon lequel les femmes doivent d'abord être victimes de violence, de harcèlement ou de discrimination.

Parallèlement, il met fin à l'aide accordée aux organisations de femmes en place depuis longtemps, qui ont prouvé qu'elles font la différence dans la vie des femmes et de leur famille. Il réduit les femmes au silence et rejette nos points de vue en soutenant qu'ils sont étranges et même dangereux.

Ces mesures sont loin d'être la voie vers l'égalité et livrent un faux message à ceux et celles qui épousent d'autres points de vue.

La concertation des femmes pour changer les choses avec l'appui de nos communautés et des gouvernements, voilà ce qui est efficace! Notre droit à l'égalité ne peut être obtenu au moyen d'excuses ou de permissions. Nous ne serons pas réduites au silence.

Nous demandons au gouvernement fédéral de renverser ses décisions d'orientation sur la garde d'enfants, l'équité salariale, le Programme de contestation judiciaire et Condition féminine Canada, et de rétablir les fonds du Programme de promotion de la femme destinés à la recherche et à la protection des droits. Nous exigeons que le gouvernement fédéral adopte une approche intégrée à l'égard de l'égalité des femmes.